

Débat public du Conseil de sécurité

Les femmes et la paix et la sécurité

Les violences sexuelles commises en période de conflit

Déclaration de S.E. Mme Sylvie Lucas, Représentant permanent du Luxembourg

New York, le 24 juin 2013

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous remercier d'avoir organisé cet important débat public sur la violence sexuelle liée aux conflits armés. Le fait d'avoir mis l'accent sur la lutte contre l'impunité ; sur la nécessité impérieuse de rendre justice aux survivants nous semble particulièrement approprié. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier le Secrétaire général pour sa déclaration, ainsi que Madame Zainab Bangura, dont nous saluons le travail remarquable en tant que Représentante spéciale chargée de la lutte contre la violence sexuelle dans les conflits armés. Enfin, j'aimerais saluer l'engagement de Madame Jane Adong Anywar de l'ONG "Women's Initiatives for Gender Justice", ainsi que de Madame Angelina Jolie, Envoyée spéciale du Haut-Commissariat pour les réfugiés.

Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration qui sera faite par l'Union européenne.

Monsieur le Président,

Il est important que le Conseil réitère aujourd'hui sa condamnation la plus vive de la violence sexuelle. Cette tactique de guerre abjecte et lâche brise la vie de dizaines de milliers de femmes et de filles, mais aussi de nombreux hommes et de garçons, qui deviennent non seulement les témoins impuissants des meurtrissures infligées à leurs épouses, à leurs mères, à leurs filles, à leurs sœurs, mais aussi, de plus en plus souvent, des victimes directes de la violence sexuelle.

La violence sexuelle en temps de conflit armé est indubitablement un sujet directement en rapport avec la paix et la sécurité internationales comme le soulignent les résolutions 1820 (2008), 1888 (2009) et 1960 (2010), et maintenant la résolution 2106.

Combattre la violence sexuelle liée au conflit est une entreprise complexe qui requiert différents niveaux d'action, parmi lesquels la lutte contre l'impunité revêt une importance particulière. Réparatrice et punitive, la justice peut remplir un rôle de prévention de conflits futurs en dissuadant de potentiels auteurs de commettre des crimes. En même temps, l'exercice de la justice doit permettre aux victimes d'obtenir une reconnaissance des torts subis et de faciliter ainsi les processus de mémoire et de réparation, en vue de rendre possible à terme la réconciliation et la consolidation de la paix. Comme me l'a dit un jour la représentante d'une association de victimes en Guinée : « avant de tourner la page, il faut lire la page ». Malheureusement, à l'heure actuelle, la très grande majorité des victimes se voit privée de ce droit élémentaire et la très grande majorité des auteurs de ces crimes ne doit pas répondre de ses actes. Cela est inacceptable.

Monsieur le Président,

Nous savons tous qu'indépendamment des cultures et des milieux, les cas de violences sexuelles ne sont pas systématiquement rapportés, soit parce que les survivants craignent d'être ostracisés, soit parce qu'ils craignent pour leur vie ou celle de leurs proches, soit pour les deux raisons à la fois. Aussi convient-il de tout mettre en œuvre pour que la protection des victimes soit assurée. Il importe aussi de protéger les défenseurs des droits de l'homme qui luttent au quotidien pour que les survivants puissent être entendus. Un crime qui n'est pas dénoncé et documenté est un crime qui ne pourra jamais être poursuivi et qui ne connaîtra jamais de réparation.

C'est aux juridictions nationales qu'il revient en premier lieu de poursuivre et de juger les auteurs de violences sexuelles liées aux conflits armés. Les Etats doivent de même assumer leurs responsabilités en prenant les mesures nécessaires pour intégrer dans leurs législations nationales des dispositions criminalisant les actes de violence sexuelle et en excluant des lois d'amnistie les crimes les plus graves, dont les violences sexuelles. La communauté internationale, pour sa part, se doit de continuer d'appuyer les autorités nationales dans leurs efforts de lutte contre l'impunité. Au niveau des Nations Unies, l'Equipe onusienne d'experts de l'état de droit et des questions touchant la violence sexuelle liée au conflit peut notamment jouer un rôle d'appui utile à cet égard.

Mais il faut être parfaitement clair : quel qu'en soit la raison, nombre de pays en situation de sortie de conflit ne disposent pas, et ne disposeront pas à moyen terme, de système juridique capable de juger, avec toutes les garanties de procès équitable, les auteurs de ces crimes. En vertu du principe de complémentarité, la justice pénale internationale doit alors remplir son rôle supplétif.

Ma délégation salue vivement les efforts entrepris à cet égard par la Cour pénale internationale. Les actions et les poursuites engagées devant la CPI ont clairement permis de renforcer la lutte contre l'impunité. Je rappelle dans ce contexte que la délivrance d'un second mandat d'arrêt à l'encontre du général Bosco Ntaganda a intégré les chefs d'accusation de crimes contre l'humanité, de viol et d'esclavage sexuel. Bosco Ntaganda est aujourd'hui à La Haye pour être jugé pour ses crimes, grâce aussi à la coopération des Etats membres qui ont contribué à son transfert à la CPI. Il s'agit-là d'un aspect crucial, et je me permets de lancer ici un nouvel appel à ce que les Etats coopèrent avec la Cour conformément aux obligations respectives qui leur incombent.

Enfin, pour lutter contre l'impunité, pour mettre un terme à la violence sexuelle liée aux conflits armés, il importe que ce Conseil continue d'assumer ses responsabilités ; qu'il assure un suivi concret de ses décisions ; qu'il adopte, si nécessaire, des mesures ciblées en vue d'accroître la pression sur les responsables et inscrive, notamment, de manière systématique sur les listes des Comités de sanctions les auteurs présumés d'actes de violence sexuelle, en prenant en compte les informations fournies par la Représentante spéciale à cet égard.

D'où aussi l'importance de cette nouvelle résolution que nous venons d'adopter, et que le Luxembourg est fier de co-parrainer. C'est un signal clair à l'adresse de toutes les parties qui commettent des violences sexuelles pour leur signifier que le Conseil de sécurité ne relâchera pas son attention sur ces agissements. L'impunité ne perdurera pas.

Je vous remercie.